



HAL
open science

Du refuge au piège. Les exilés juifs allemands à Riga, 1938-1941

Éric Le Bourhis

► **To cite this version:**

Éric Le Bourhis. Du refuge au piège. Les exilés juifs allemands à Riga, 1938-1941. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2019, La question balte 1939-1989, 133-134, pp.40-46. 10.3917/mate.133-134.0040 . halshs-02470821

HAL Id: halshs-02470821

<https://shs.hal.science/halshs-02470821>

Submitted on 27 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du refuge au piège. Les exilés juifs allemands à Riga, 1938-1941

ERIC LE BOURHIS, INALCO, CENTRE DE RECHERCHES EUROPEES-EURASIE

Au printemps 1938, le gouvernement français s'apprête à expulser Kurt et Sigrid H. Ce couple a fui la persécution antijuive en Allemagne en 1933. Il est arrivé à Paris d'un exil qui l'a déjà conduit en Espagne, en Italie et en Lettonie. Pour l'aider à éviter le refoulement du territoire français, le comité allemand de la Ligue des Droits de l'Homme à Paris saisit la présidence de l'association. Parmi ses arguments, il évoque l'hostilité du gouvernement letton : « la Lettonie étant un pays fasciste ou presque, le séjour est impossible pour des émigrés allemands »¹. Depuis 1934 en effet, la Lettonie est une petite dictature nationaliste qui n'accueille les victimes de l'antisémitisme nazi qu'avec une immense réticence. Or, à partir de septembre 1938, grâce à une politique migratoire discrète et à un réseau d'entraide juive, le pays (deux millions d'habitants) accueille environ 2 000 Juifs qui fuient le Reich et les régions annexées. La plupart d'entre eux transitent ou s'installent en toute légalité dans la capitale, Riga (350 000 habitants). Cet exil perdure après l'annexion soviétique de 1940 et prend brutalement fin en 1941 avec l'invasion allemande. Avant la fin de l'année, l'*Einsatzgruppe A* exécute sur place, en même temps que la communauté juive de la ville, les réfugiés encore présents. Cet exil interrompu est oublié de l'histoire générale de la fuite hors du Reich². Après des évocations ponctuelles par des historiens travaillant sur la persécution antijuive en Autriche et dans la région balte³, il a fait l'objet de deux enquêtes. Au tout début des années 2000, l'historien Aivars Stranga a éclairci les circonstances d'accueil de ces exilés jusqu'en 1940 en examinant les archives des ministères lettons⁴. Un collectif de chercheurs autrichiens et lettons a prolongé cette enquête en examinant les archives de l'ambassade allemande à Riga et grâce à six entretiens menés avec des rescapés autrichiens. Cette seconde enquête a permis d'examiner

de manière quantitative les parcours de réfugiés jusqu'à Riga et a apporté des éclairages sur le sort de ceux qui furent déportés en Sibérie et au Kazakhstan par l'URSS durant l'invasion allemande⁵. Cette seconde enquête et les témoignages utilisés de rescapés des camps soviétiques associent cet exil à Riga à la double menace des régimes nazi et soviétique, alliés de la signature du pacte en août 1939 à sa rupture en juin 1941. Rétrospectivement, ils présentent l'Union soviétique comme un danger supplémentaire pour les réfugiés, mais sans étudier les effets concrets de la présence soviétique.

Malgré leurs apports, ces deux enquêtes ne disent rien sur les identités sociales de ces personnes ni sur leur quotidien, en dehors de l'attente des visas. Concernant l'exil à Riga même, elles parlent plus de transit et d'attente que de refuge. Pourtant, ces séjours légaux et prolongés sur plusieurs mois, ont laissé de nombreuses traces dans les archives locales. Cet article complète les enquêtes précédentes grâce à de nouveaux questionnements et de nouvelles sources, avec notamment treize témoignages ou mémoires de rescapés, dont des entretiens vidéo collectés dans les années 1990 par la Shoah Foundation, et surtout des sources non traditionnelles de l'histoire de l'exil que sont les registres de locataires des immeubles et les dossiers de permis de travail⁶. L'enjeu est double. Il s'agit, d'une part, d'esquisser le portrait collectif de ces personnes et d'apporter des éclairages sur leur séjour dans cette frange de l'Europe maintenue hors de la guerre jusqu'à l'été 1941. Les deux premières parties de l'article mettent en évidence des éléments qui justifient leur méfiance à l'égard de l'URSS. Il s'agit, d'autre part, de mieux définir, dans ce contexte et à partir de l'expérience des réfugiés, leur perception du pacte. Les deux dernières parties de l'article montrent comment, après le soulagement du refuge hors du Reich, le pacte et ses conséquences sont de nouvelles sources d'inquiétude qu'on ne peut résumer à une peur univoque de l'URSS. C'est cette double incertitude de l'exil, dans ses fondements et au vu des circonstances du pacte, que l'article se propose de déclairer.

DERNIER RECOURS

À partir de septembre 1938, des Juifs du Reich tentent d'entrer en Lettonie. La date s'explique par des circonstances extérieures au pays. Depuis juillet, de nombreux États ferment leurs frontières aux réfugiés juifs après l'échec de la conférence d'Évian – à de rares exceptions près, telles que la République dominicaine⁷ ou la Lettonie qui n'a pas été invitée à la conférence. À Vienne, l'intensification de la violence antijuive et la création de l'Office central pour l'émigration juive en août précipitent les départs. Dans ce contexte, des Juifs du Reich, à commencer par des Viennois, envisagent de partir en Lettonie. Après les accords de Munich et le pogrom des 9-10 novembre 1938, la panique s'étend à toute l'Allemagne et à la Tchécoslovaquie.

L'historiographie a mis en valeur deux facteurs qui expliquent l'entrée des réfugiés en Lettonie. Premièrement, la Lettonie bénéficie d'un régime de circulation sans visas avec le Reich. Vers septembre 1938, l'information se répand dans les communautés juives allemandes ou déjà émigrées. C'est le cas pour Daniel Sternberg, chef d'orchestre autrichien. Menacé par la Gestapo, Sternberg a fui Vienne pour Kaunas en Lituanie, car il espère y trouver l'aide de l'importante communauté juive. Refoulé dans le Reich en Prusse orientale, il retourne rapidement en Lituanie, mais cette fois-ci à Klaipėda/Memel, cité balnéaire qui accueille les touristes. Et là :

« J'ai découvert [...] par le bouche-à-oreille que la Lettonie, pays baltique voisin, laissait encore entrer les passeports allemands. Si j'avais su cela à Vienne, j'aurais pris un vol direct [...] pour Riga. Mais je ne le savais pas. Je l'ai découvert quand j'étais à Memel, j'ai pris un train pour Riga. On m'a laissé entrer sans questions. Ils ont accepté mon passeport même sans visa⁸. »

C'est grâce à leur passeport allemand que les réfugiés entrent en Lettonie. Pour l'historien Aivars Stranga, l'Allemagne encourage alors ce régime de circulation qui permet le départ des Juifs sans entraver la circulation régulière des « Aryens » entre les deux pays⁹. Mais en continuant d'accepter sur son territoire les Allemands juifs, dont le passeport est marqué d'un J à partir d'octobre 1938, et même après les restrictions imposées par son ministère des Affaires étrangères en décembre 1938, le gouvernement letton transforme une situation qui lui est imposée en politique migratoire.

Celle-ci n'est pas assumée. Le gouvernement affiche son hostilité envers les réfugiés. En son sein, des voix s'élèvent pour les refouler. Comme la majorité des représentants des pays neutres, ils craignent alors qu'une bienveillance envers ces réfugiés ne déclenche une réaction négative du Reich ou une montée d'antisémitisme localement, et que l'accueil d'une population nécessairement appauvrie n'impose une charge finan-

cière à l'État¹⁰. Divers témoignages signalent des blocages à l'automne 1938, tels que le refoulement du paquebot Regina à Riga, dont les passagers en grande partie autrichiens sont renvoyés vers le port allemand de Stettin. Certains d'entre eux y survivent plusieurs semaines et réussissent à être acceptés en Lettonie après une nouvelle traversée¹¹. Les archives du ministère letton de l'Intérieur ont enregistré les refoulements d'environ 130 réfugiés juifs aux frontières du pays entre octobre 1938 et août 1939¹².

Malgré ces réticences, le régime sans visa est officiellement maintenu jusqu'en 1940. Surtout, le ministère de l'Intérieur et la préfecture de police de Riga délivrent des permis de séjour, avec des conditions : entrer dans les quotas (un quart des admis) ou avoir une invitation jugée valable, et justifier du choix de la Lettonie. Les motifs les mieux perçus sont les suivants : être en transit et ne pas vouloir immigrer définitivement, être un artiste en tournée ou avoir de la famille en Lettonie. Le nombre d'arrivées ralentit en 1940 mais certaines, telles que Bianca Viener de Breslau ou Sophie Pappenheim de Vienne, entrent en Lettonie à la veille de l'annexion soviétique de juin 1940. Le nationalisme du régime letton n'empêche pas la mise en place d'une politique d'accueil, forcée par les relations avec l'Allemagne peut-être, timorée sans aucun doute, mais tangible.

L'autre facteur essentiel de l'accueil est la solidarité juive, autour de la personnalité de Mordechajs Dubins qui entretient des relations cordiales avec le dictateur Kārlis Ulmanis. Dubins, entrepreneur et philanthrope, conservateur et antisioniste, était jusqu'en 1934 député de la branche lettone du parti Agoudat Israel, allié du parti d'Ulmanis¹³. Après le coup d'État de mai 1934, Dubins a perdu son mandat, mais utilise les faveurs d'Ulmanis. Son nom, cité comme référence dans de nombreux formulaires de recensement de ces réfugiés, ouvre les frontières jusqu'à l'annexion soviétique de juin 1940 et adoucit l'hostilité de la police. Son réseau aide les réfugiés à faire venir des membres de leur famille, à préparer leur départ ultérieur. Il organise aussi et surtout leur séjour : autorisation de résidence à Riga, caisse de solidarité¹⁴, cantine, hébergement. Attendus à leur arrivée, les arrivants pris en charge sont conduits vers un hôtel pour quelques nuits, puis logés en sous-location, le plus souvent chez une famille juive de la ville.

Cet hébergement, mentionné dans quelques fiches de recensement et confirmé par l'étude des registres d'une trentaine d'immeubles, n'a pas été imaginé en 1938. Soulignons la continuité de cette pratique d'entraide juive. Au printemps 1915, 30 000 Juifs expulsés de Courlande par l'Armée tsariste doivent être accueillis provisoirement à Riga. Un comité d'entraide, avec le soutien de la mairie de Riga, organise des sous-locations

- ainsi que d'autres formes d'aide telles que les cantines¹⁵. À la fin des années 1920, le réseau de Dubins actualise cette pratique pour l'hébergement de Juifs fuyant l'URSS. Certains individus fuient successivement dans les deux sens¹⁶. La famille Gurary a fui le sud de la Russie dans les années 1920 pour Riga, s'est dispersée entre Berlin, Vienne et Varsovie, et se retrouve à nouveau en partie à Riga en 1938-1939. Dans l'entretien qu'il accorde à la Shoah Foundation en 1997, Barry Gurary présente Riga comme trop exposée et prise en étau entre les Allemands et les Russes¹⁷. Une partie de la famille parvient à rejoindre les États-Unis. En outre, certains réfugiés juifs allemands présents à Riga ont été expulsés d'URSS où ils avaient initialement trouvé refuge. Fin 1938, la police lettone dresse la liste d'une quarantaine de noms¹⁸. Il s'agit principalement de familles de médecins (parfois sans le chef de famille, emprisonné en URSS), partis en 1935 dans le cadre d'un programme de l'Œuvre de secours aux enfants¹⁹. Au moins cinq familles sont encore à Riga fin 1939. Parmi elles figurent celles du Berlinois Max Hirsch, venu à Riga en 1938 après le refus des autorités suédoises de l'accueillir, et exécuté à Riga fin 1941²⁰, ou de Margarete Simkovits. Celle-ci a fui Königsberg pour Engels (URSS), puis, en 1938, pour Klaipėda (Lituanie) d'où elle adresse à la Ligue des Droits de l'Homme un rapport alarmiste sur la situation de réfugiés allemands en URSS²¹. En janvier 1939, elle fuit la nazification de Klaipėda et arrive à Riga. On perd sa trace en janvier 1940. Ces parcours entrelacés montrent que le choix de l'exil à Riga n'est ni simple ni évident. Mais ces zigzags en 1938-1939, ainsi que les quelques arrivées tardives (jusqu'en juin 1940), montrent comment, en pratique, la Lettonie a pu être un dernier recours possible en Europe, après la conférence d'Evian et même après le début de la guerre.

UNE « ARISTOCRATIE PARMIL LES DÉMUNIS »

Dans ses recensements périodiques des étrangers (essentiellement des chefs de famille), la préfecture de police de Riga classe les individus en fonction de leur pays d'origine, de leur nationalité, parfois de leur « groupe ethnique » (*tautība*)²². Une catégorie de « réfugiés allemands d'ethnie juive » aux contours flous se dessine et réunit les citoyens de certains territoires annexés au Reich (Autriche, Sudètes, Bohême puis Danzig) – sans inclure Memel ni les territoires polonais.

Les dossiers de permis de séjour et de travail, ainsi que les registres d'immeubles, donnent des informations plus détaillées sur les exilés (emploi, permis de séjour, date d'entrée sur le territoire letton ou d'arrivée dans la ville, résidence, contacts), y compris sur les enfants, notamment ceux qui naissent à Riga²³. De plus, ces

dossiers signalent des arrivants qui ne sont pas toujours recensés comme réfugiés, mais qui, selon toute vraisemblance, ont fui la persécution raciale dans le Reich. Parmi eux, on trouve : des personnes absentes au moment des campagnes de recensement des étrangers, ou naturalisées par mariage ; des apatrides et des citoyens polonais ou lettons résidant précédemment en Allemagne ; des individus « installés depuis longtemps » tels que l'historien Simon Dubnov arrivé en 1933 ; et des réfugiés traités comme des invités de marque, tels que Leo Blech qui prend la direction artistique de l'opéra de Riga en 1938²⁴. Ces situations questionnent les limites de la catégorie de réfugié et invitent à revoir l'estimation de 500 personnes avancée par le recensement de police fin 1939. En l'état, nos recherches ne démentent pas l'estimation proposée par l'historiographie : environ 1 000 réfugiés juifs du Reich au sens large (sans compter la Pologne occidentale) seraient présents dans la ville fin 1939, et plus de 2 000 seraient passés par la ville entre septembre 1938 et juin 1941 (sans compter les séjours antérieurs)²⁵.

Sur un ensemble de 700 réfugiés identifiés nommément à Riga fin 1939, un tiers sont originaires de Vienne²⁶. Arrivés pour la plupart en 1938, ils n'ont aucun contact sur place, si ce n'est Dubins, ne connaissent rien de la ville et n'ont pas l'intention de rester. Par exemple, à l'annonce du départ de Vienne annexée, les enfants Rosenkranz regardent dans un atlas où se trouve Riga dont ils n'ont jamais entendu le nom²⁷. Les autres sont originaires de Berlin, de Prusse orientale et de Danzig – dans une moindre mesure de Hambourg ou Prague notamment. Ceux-ci ont plus souvent des parents ou des connaissances à Riga, par exemple du fait d'un parcours migratoire antérieur²⁸ ou d'activités professionnelles pour des commerçants de Königsberg. Ils voient certainement en Riga plus qu'une station de transit.

Les réfugiés arrivent en famille – parfois par fratries entières et sur plusieurs générations – ce qui explique les statistiques d'âge où les plus jeunes et les plus âgés ne sont pas absents (20 % d'entre eux ont moins de 18 ans, 25 % plus de 50 ans). Mais ils arrivent souvent de manière échelonnée comme les Grünberg de Vienne : lui en octobre 1938, elle en novembre, leur fille pendant l'hiver, et sa grand-mère maternelle en août 1939²⁹.

Les professions renseignées dans les registres d'immeubles et dossiers de permis de travail (ouvriers, tailleurs, forains) montrent l'arrivée de plusieurs familles modestes. Ainsi, les Hladik, arrivés de Prague, séjournent à proximité du cirque Salomonskis où ils ont trouvé emploi, et font des allers-retours entre Riga et Tartu en Estonie³⁰. Mais, dans l'ensemble, ce sont des familles issues des classes moyennes, voire supérieures, qui s'exilent à Riga. Redonnons la parole à Daniel Sternberg :

«C'était le faubourg de Moscou³¹ où habitaient des Juifs très pauvres [...]. Mais la communauté juive aisée vivait de manière dispersée. [...] Ces personnes avaient établi une sorte de service pour réfugiés [...]. Vous y veniez pour déjeuner. En fait, c'était le même endroit que le lieu qu'ils avaient créé pour prendre soin de leurs pauvres [...], ils organisaient le planning de telle sorte que les deux groupes ne se rencontrent pas. [...] Leurs propres pauvres étaient des gens dont il fallait prendre soin, qu'ils regardaient avec condescendance. Nous étions des gens qui avaient été mis dans cette situation par Hitler, pour la plupart des personnes éduquées, d'anciens spécialistes etc. Nous étions donc une sorte d'aristocratie parmi les démunis. Nous n'avions rien [...] mais nous étions traités avec une grande cordialité et une grande déférence³².»

Sternberg insiste sur le clivage social de la communauté juive de Riga et sur le fait que la solidarité de l'exil recouvre une solidarité de classe. La localisation des adresses d'hébergement déclarées confirme cette distinction : presque toutes se trouvent dans les limites de ce qu'on appelle aujourd'hui le centre de la ville, formé d'immeubles de rapport aux grands appartements locatifs – et aucune dans le faubourg de Moscou. Les registres permettront à terme de mener une étude sociologique des réfugiés et de ceux qui les prennent comme sous-locataires.

Sternberg insiste naturellement sur le déclassement social des exilés. Ils sont ruinés par la perte de l'emploi et la spoliation. En outre, la survie a un coût, même pour les plus aisés. Certains, peu nombreux, ont trouvé une solution financière : Jacob Ritoff, commerçant berlinois, a amené l'équivalent de 9 000 Lats ; Alfred Hlaváč, médecin des Sudètes, signe un contrat avec l'usine Habek pour 550 Lats par mois³³. Mais les formulaires de recensement montrent surtout le contraste entre une profession prestigieuse abandonnée et la dépendance des aides prodiguées par les œuvres juives (quelques dizaines de Lats par famille par mois).

INCERTITUDES APRÈS LE PACTE

Le pacte ne change pas immédiatement la vie des réfugiés, mais ne laisse personne indifférent. La nouvelle d'une alliance entre Staline et Hitler n'est pas rassurante. Sternberg connaît l'URSS où il a résidé entre 1935 et 1937. Il relate des discussions animées et répétées au sujet du pacte auxquelles il participe à Riga :

« Nous avons des amis qui étaient de gauche et nous les avons confrontés avec ce sujet [...] Une des pires expériences de ma vie, littéralement, a été de voir de telles personnes se tortiller, faire volte-face et essayer d'expliquer le pacte Hitler-Staline, sans avoir le courage de dire que Staline est un misérable ou un traître,

mais en essayant de l'expliquer avec les termes de la théorie léniniste, et avec les termes de ce genre de bêtises [...] et maintenant, depuis que Hitler a attaqué la Russie, tout est revenu dans l'ordre, vous voyez. [...] J'avais de la famille à Varsovie. Et certaines de ces choses avaient une signification différente pour moi. [...] Et la Russie se préparait apparemment à annexer les trois républiques baltiques [...]. Personne parmi les simples gens ne le savait. Mais visiblement, [l'ambassadeur américain] savait. [...] il m'a appelé. Et il a dit : « Faites vos bagages. Vous partez aujourd'hui. » [...] Nous avons pris le premier avion Riga-Stockholm. [...] Cette nuit-là, [le 29 octobre 1939 ?], les Russes sont entrés [sur le territoire letton].³⁴ »

On comprend dans le discours de Sternberg qu'à l'effroi initial de voir l'URSS renoncer à la lutte antifasciste, succède, avec les rumeurs sur les clauses secrètes et l'installation de bases militaires, la peur d'une invasion soviétique. Les réfugiés craignent-ils le régime ? La menace apparaît tout à fait tangible pour un groupe issu des classes aisées, dont une petite partie a fui l'URSS, pris en charge par un réseau d'entraide à peu près aussi antisoviétique qu'antinazi, et hébergé par la bourgeoisie juive, inquiète elle-même des conséquences d'une annexion.

Après la signature du pacte, le rythme des arrivées est ralenti par les nouvelles politiques allemandes qui empêchent les départs, par le dénuement des Juifs spoliés en Allemagne et par l'impossibilité de traverser la Pologne. Les parcours des nouveaux arrivants sont mal documentés. Une partie d'entre eux entre en catastrophe en Lettonie avec environ 2 000 Polonais, juifs et non-juifs³⁵. Les hommes seuls sont plus nombreux que parmi les réfugiés arrivés plus tôt. La politique d'accueil lettone se durcit face à eux. On en retrouve certains parmi une liste de quarante-huit personnes en situation irrégulière et emprisonnées au nom de la sécurité d'État (loi du 19 septembre 1939), vraisemblablement pour avoir enfreint le régime de circulation³⁶. Le 13 décembre 1939, Vilhelms Munters, ministre letton des Affaires étrangères, demande à Hans Ulrich von Kotze, ambassadeur allemand à Riga, le refoulement des réfugiés juifs allemands vers Lublin, mais celui-ci n'a pas lieu³⁷. À cette date, l'Armée rouge a déjà implanté des bases en Lettonie (Courlande), mais on ne connaît pas le point de vue du Kremlin sur ces questions.

Au printemps 1940, le gouvernement letton relâche sa politique à l'égard des réfugiés. Les durées des permis de séjour s'allongent. Les permis de travail sont accordés plus facilement. Ceux qui étaient internés sont libérés et voient leur situation régularisée. Les sources manquent pour expliquer ce revirement. Durant le printemps et l'été, Dubins parvient à loger des dizaines de réfugiés juifs (du Reich et de Pologne) dans deux

- maisons qu'il loue rue de Kalnciems, solution d'hébergement qui rappelle davantage les foyers ouvriers juifs du faubourg de Moscou que les sous-locations mises en place en 1938³⁸. Ces deux locaux étaient occupés jusque fin 1939 par les Klotz et Robinson, d'éminentes familles germano-baltes. En effet, le Reich avait alors organisé le départ des trois quarts de cette minorité allemande présente en Lettonie (et en Estonie) pour germaniser la région de Poznań. La charité juive profite ici de l'opportunité immobilière créée par ce départ. Le 17 juin 1940, juste après la défaite de la France, l'URSS, libérée par le pacte d'égarés vis-à-vis du Reich dans la région baltique, envahit la Lettonie. Dans les témoignages considérés, l'annexion soviétique semble, dans un premier temps, davantage rassurer qu'inquiéter. Ernst Csillag se souvient :

« Des agitateurs travaillant pour les communistes sont apparus, ils se sont mêlés aux migrants. [...] L'un d'entre eux [...] s'est efforcé de rassembler le plus possible de migrants pour une manifestation pacifique et nous a donné une grande bannière rouge en allemand « Nous saluons... », enfin vous voyez. Chacun a reçu un feuillet avec le texte allemand de l'Internationale. Beaucoup de migrants se sont rendus de bon gré à ces manifestations car on a pensé : « Maintenant, les Soviétiques sont là, une grande puissance, maintenant, nous n'avons plus besoin d'avoir peur des Allemands ». Et au début, les Soviétiques ont aussi essayé de maintenir une bonne humeur dans la population.³⁹ »

Et de relater la rencontre avec un officier de la marine soviétique, juif, au discours antifasciste rassurant. De fait, les réfugiés ne semblent pas craindre d'être livrés au Reich par son allié ou d'être déportés en Sibérie comme ce fut le cas de nombreux réfugiés en Pologne orientale quelques mois plus tôt⁴⁰. D'après Evelyn Diamant, la rumeur d'une attaque allemande avait circulé depuis mai et « c'était un soulagement pour tout le monde que les Russes arrivent. Pendant tout ce temps, on essayait de partir. »⁴¹ Il faut bien sûr replacer le sentiment de soulagement dans le contexte de la peur permanente et terrible d'une attaque allemande.

ATTENTE ET QUOTIDIEN

Une grande partie des réfugiés espèrent quitter l'Europe. Ils consacrent une grande partie de leur temps et de leur énergie à l'obtention de visas, américains essentiellement. En parallèle, la police les encourage au départ. Eva Maas résume : « Vous ne pouviez pas obtenir de permis de résidence permanent, et vous ne pouviez obtenir un travail stable. C'était vraiment une station de transit pour partir ailleurs⁴². » Mais les difficultés administratives et matérielles retardent le

départ. L'annexion soviétique facilite peut-être l'accès au travail, mais bloque davantage les mobilités. L'URSS refuse de laisser sortir des réfugiés qui ont obtenu des visas, tandis que les représentations consulaires et les bureaux des organisations internationales à Riga sont fermés⁴³. Désormais, c'est seulement auprès des ambassades à Moscou qu'on peut obtenir des visas. Or, il est presque impossible aux réfugiés de s'y rendre⁴⁴. Au printemps 1941, Dubins est déporté au Goulag et toutes les organisations communautaires juives sont fermées par le régime soviétique.

Il est difficile rétrospectivement de savoir dans quelle mesure les réfugiés envisagent de rester à Riga – notamment pour ceux qui ont de la famille en Lettonie. Les sources manquent pour une étude sociale approfondie du quotidien de cet exil, mais certains témoignages et sources invitent à nuancer une lecture uniquement en termes d'attente du départ. Fin 1940, l'offre de naturalisation faite par le gouvernement soviétique semble être une de ces occasions où la question est posée de manière directe. La proposition plonge la famille Rosenkranz dans l'embarras : se faire naturaliser et risquer de ne jamais pouvoir sortir d'URSS ; ou garder un passeport allemand dans une dictature hostile aux étrangers⁴⁵ ? Ils font le second choix.

Dans les récits des enfants, qui livrent la majeure partie des témoignages recueillis, le lieu de ces décisions et de l'attente est souvent la maison, c'est-à-dire la sous-location. Eva Maas se souvient qu'en rentrant après l'école, elle commençait par demander si le visa était arrivé⁴⁶. Pour les enfants, qui ne font peut-être pas la queue devant les consulats, l'extérieur est moins associé à l'attente du départ. Ils vont à l'école (publique ou privée, juive ou non), puis entrent dans les organisations de pionniers. Ils apprennent le letton ou le russe – certains évoquent les réticences de leurs parents à le faire – et font les courses. Ils jouent avec les voisins dans la cage d'escalier. Les plages de Riga apparaissent dans de nombreux témoignages. Au moins une cinquantaine de réfugiés y passent assez de temps pour y enregistrer leur lieu de résidence durant les vacances de l'été 1939 ou 1940. La plage ensoleillée contraste avec les désastres en cours. Csillag raconte :

« Je me souviens du jour précis pour une bonne raison, c'était le 1^{er} septembre 1939. Nous avons parcouru la plage avec cette jeune fille dans un soleil radieux et avons un peu barboté dans l'eau, tout cela était nouveau pour moi. Et lorsque nous sommes rentrés à la maison à midi, nous avons appris que les Allemands avaient attaqué la Pologne.⁴⁷ »

Csillag ne se rend qu'une seule fois à la plage, pourtant proche de Riga : le prix modique du billet de train est trop élevé pour une famille ruinée.

L'opéra et le cirque de Riga, où plusieurs réfugiés ont trouvé un emploi, apparaissent plus largement comme des lieux particuliers de sociabilité, même après la signature du pacte et après l'annexion soviétique⁴⁸. Ils reviennent à plusieurs reprises dans les récits. Dans quelques témoignages vidéo de la Shoah Foundation, les soirées à l'opéra apparaissent comme des moments de respiration, avec des sourires, au milieu de récits dominés par la tristesse. Eva Maas évoque les efforts de sa mère pour créer une illusion de normalité. Le 17 juillet 1940, alors que l'annexion à l'URSS est en cours, sa grand-mère l'emmène à l'opéra pour son anniversaire et :

« Ma mère était si déterminée à essayer de garder [...] les choses aussi normales que possibles que j'avais encore des leçons de piano [...], elle voulait poursuivre une sorte de vie normale, pour que, lorsque nous serions en Amérique, nous puissions nous rattraper plus facilement.⁴⁹ »

Quotidien et divertissement ne sont pas nécessairement incompatibles avec la préparation du départ. À Riga, le pacte germano-soviétique accentue une situation d'incertitude qui prévalait dans toute l'Europe avant 1939, et la prolonge jusqu'en 1941.

CONCLUSION

La Lettonie n'est pas un refuge de choix pour les réfugiés juifs, mais un dernier recours. Ces réfugiés arrivent essentiellement entre la conférence d'Evian et la signature du pacte germano-soviétique. Peut-être Riga aurait-elle été une station de transit pour la moitié des réfugiés juifs qui y sont passés – vers les États-Unis principalement, via la Suède, la Russie ou le Japon. À l'été 1941, les issues sont diverses pour le millier d'entre eux qui sont encore là : certains partent de gré ou de force vers l'URSS non occupée et n'en sortiront pas tous vivants ; les autres sont pratiquement tous exécutés à Riga même par les nazis fin 1941.

De cette étude ressortent quelques tendances fortes et des pistes d'analyse à explorer.

Avec le pacte, ces réfugiés sont confrontés à de nouvelles incertitudes qu'on ne peut résumer à la double menace germano-soviétique. Les inquiétudes ne sont pas uniformes et dépendent des origines sociales et d'un passage éventuel en URSS. À la douleur et l'angoisse de l'exil en général, s'ajoute donc une indétermination liée à la position géopolitique de la Lettonie.

En attendant une étude plus approfondie des réfugiés et de leur accueil, l'article montre que ceux-ci sont majoritairement issus des classes moyennes ou aisées, et logés par la bourgeoisie juive dans les immeubles de rapport du centre de Riga. On mesure ici l'intérêt des registres d'immeubles et des permis de travail (par rapport aux archives ministérielles, policières et consulaires), qui permettent d'entrer dans le quotidien de l'exil en sortant d'une lecture en termes d'attente et de transit, et d'inscrire les réfugiés dans la société urbaine. ■

Notes

1. La contemporaine, fonds de la Ligue des Droits de l'Homme, F delta rés 798, carton 246.
Cet article est issu d'un travail de recherche financé entre 2016 et 2018 par la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.
2. Frank Caestecker, Bob Moore (dir.), *Refugees from Nazi Germany and the Liberal European States, 1933-1939*, New York, Berghahn, 2010 ; Corry Guttstadt, Thomas Lutz, Berndt Rother, Yessica San Román (dir.), *Bystanders, Rescuers or Perpetrators?: The Neutral Countries and the Shoah*, Berlin, Metropol, 2016.
3. Herbert Rosenkranz, *Verfolgung und Selbstbehauptung: Die Juden in Österreich 1938-1945*, Wien/München, Herold, 1978, p. 104 ; Dov Levin, *The Lesser of Two Evils: Eastern European Jewry under Soviet Rule, 1939-1941*, Philadelphia, Jewish Publication Society, 1995.
4. Aivars Stranga, « Ebreju bēgli Latvijā. 1933-1940 », in Andis Caune (dir.), *Holokausta izpētes problēmas Latvijā*, Riga, Latvijas vēstures institūta apgāds, 2001, p. 299-327.
5. Stefan Karner, Philipp Lesiak, Heinrihs Strods (dir.), *Österreichische Juden in Lettland: Flucht – Asyl – Internierung*, Innsbruck, Studienverlag, 2010.
6. *Latvijas Valsts vēstures arhivs* (Archives historiques d'État de Lettonie, désormais LVVA), fonds 2942/1 et 3234/11.
7. Hans-Ulrich Dillmann, Susanne Heim, *Fluchtpunkt Karibik: Jüdische Emigranten in der Dominikanischen Republik*, Berlin, Ch. Links, 2009.
8. Baylor University, Institute for Oral History, Waco (États-Unis), retranscription de l'entretien avec Daniel Sternberg, 1977-1980, p. 373-374.
9. Aivars Stranga, « Ebreju bēgli... », art. cit., p. 316.
10. Corry Guttstadt et al. (dir.), *Bystanders, Rescuers...*, op. cit.
11. USC Shoah Foundation, Visual History Archive (VHA), entretien 22 635.
12. Heinrihs Strods, « Die Flucht von Juden nach Lettland 1938 bis 1940 », in Stefan Karner et al. (dir.), *Österreichische Juden...*, op. cit., p. 21-48.



13. Grigorij Smirins, *Izcilas ebreju personības Latvijā*, Rīga, Nacionālais apgāds, 2003, p. 26.
14. VHA, entretien 25 116. Voir Philipp Lesiak, « Dem Holocaust entronnen? Erinnerungen österreichischer Juden an die Flucht nach Lettland und ihr weiteres Schicksal », in Stefan Karner *et al.* (dir.), *Österreichische Juden...*, *op. cit.*, p. 179.
15. VHA, entretien 33 734.
16. Leo Dribins, « Vāciešu un ebreju deportācija no Kurzemes un Vidzemes guberņām pirmā pasaules kara gados », *Latvijas Vēstures institūta Žurnāls*, 2015, n° 1 (94), p. 70-87.
17. VHA, entretien 33 734.
18. LVVA, archives du ministère letton de l'Intérieur, 3234/28, dossier 19.
19. Carola Tischler, « Cross Over: Emigration of Jewish German physicians after 1933 », in Susan Gross Solomon (dir.), *Doing Medicine Together: Germany and Russia Between the Wars*, Toronto, University of Toronto Press, 2006, p. 462-500.
20. Wolfgang Keitel, Leif Olsson, Eric L. Matteson, « Max Hirsch (1875–1941): His Forgotten Fate and His Contributions to the Founding of Modern Rheumatology », *European Journal of Rheumatology*, n° 3 (3), 2016, p. 101-105.
21. La contemporaine, fonds de la LDH, F delta rés 798, carton 265.
22. LVVA, fonds 3234.
23. LVVA, fonds 2942 et 3234.
24. Contrat de travail de Leo Blech, *Latvijas Valsts arhīvs* (Archives d'État de Lettonie), fonds de l'Opéra, 265/3/387.
25. Stefan Karner *et al.* (dir.), *Österreichische Juden...*, *op. cit.*
26. 500 identifiés dans les archives de la police, 200 dans d'autres sources.
27. VHA, entretien 22 635.
28. Voir par exemple le parcours de Herman Carmel, *Black days, white nights*, New York, Hippocrene Books, 1984.
29. VHA, entretien 34 845.
30. LVVA, registres des 5 rue Marie et 6 rue Merkel (2942/1/8827 et 9817) ; permis de travail (3234/19/6387-6391) ; et le témoignage du fils : <http://old.ustrcr.cz/cs/sigmund-hladik> (consulté le 20 septembre 2019).
31. Il s'agit d'un quartier de Riga.
32. Retranscription de l'entretien avec D. Sternberg, *op. cit.*, p. 380-381.
33. LVVA, 3234/11/206.
34. Retranscription de l'entretien avec D. Sternberg, *op. cit.*, p. 393-394
35. Le cas des réfugiés polonais juifs qui fuient la double invasion et arrivent en Lituanie fin 1939 est plus connu. Cf. Andrzej Żbikowski, « Poles and Jews in Vilnius region 1939–1941 », *Darbai ir dienos*, n° 67, 2017, p. 151-161.
36. LVVA, 3234/28/10.
37. Aivars Stranga, « Ebreju bēgli... », *art. cit.*, p. 319 ; Kārlis Kangeris, « Latviešu un ebreju attiecības Trešā reihā skatījumā (1933.–1939. gads) », in Andis Caune (dir.), *Holokausta izpētes jautājumi Latvijā*, Rīga, Latvijas vēstures institūta apgāds, 2003, p. 59.
38. LVVA, 276/3/47 et 2942/1/6189.
39. VHA, entretien 25 116.
40. Mark Edele, Wanda Warlik, « Saved by Stalin? Trajectories and Numbers of Polish Jews in the Soviet Second World War », in Mark Edele, Sheila Fitzpatrick, Atina Grossmann (dir.), *Shelter from the Holocaust: Rethinking Jewish Survival in the Soviet Union*, Detroit, Wayne State University Press, 2017, p. 95-131.
41. VHA, entretien 47 944.
42. VHA, entretien 34 845.
43. Aivars Stranga, « Ebreju bēgli... », *art. cit.*, p. 319.
44. Philipp Lesiak, « Dem Holocaust entronnen?... », *art. cit.*
45. VHA, entretien 22 635.
46. VHA, entretien 34 845.
47. VHA, entretien 25 116.
48. Pour l'opéra : VHA, entretien 15 025 ; Mémoires du ténor Mariss Vētra, *Rīga toreiz: atmiņas*, New York, Grāmatu draugs, 1955.
49. VHA, entretien 34 845.